

# Facebook s'explique après les scandales et autres failles de sécurité

Laurent Solly, patron de Facebook France, revient sur les scandales qui touchent l'entreprise créée par Mark Zuckerberg. Il affirme aussi que la société paiera davantage d'impôts en France.

Oui, des informations privées ont été utilisées sans autorisation

C'est un fait rare : Facebook s'explique, mais surtout s'excuse ! Dans une interview, publiée dimanche 28 avril dans Le Parisien, le patron de Facebook France, Laurent Solly, revient ainsi sur les derniers scandales qui ont ébranlé la firme américaine depuis l'affaire Cambridge Analytica jusqu'au stockage de mots de passe, en passant par les diverses pannes techniques.

Le Français évoque en premier lieu la gestion des données. « On essaye en permanence de tirer les leçons de ce qui s'est passé et de nous améliorer ». Il reconnaît même des erreurs et avoue le fait que des « parties tierces [aient] utilisé des informations issues de Facebook sans autorisation ». Poru rappel, lors du scandale Cambridge Analytica les données privées de près 2,7 millions d'utilisateurs européens ont pu être transmis de manière inappropriée. Faute avouée, à moitié pardonnée ?

Des promesses quant à la protection des données pour l'avenir

Quid alors de la garantie de protection des données personnelles sur le réseau social ? Laurent Solly l'assure : « C'est notre priorité », même s'il reconnaît des erreurs dans le passé. Pour améliorer ces failles, à l'avenir, il promet de déployer de « meilleurs outils humains et technologiques », sans préciser les effectifs ou la nature de ces mesures prises « depuis des années ».

Puis, il met en valeur le travail des équipes pour supprimer les photos dégradantes et pornographiques : « Chaque jour, les centaines de millions de textes, photos et vidéos sont publiées sur Facebook », révèle Laurent Solly. « Lorsqu'ils sont signalés, ils sont scrutés et analysés par 30 000 responsables de la sécurité et modérateurs, dont plus de 23 000 ont été embauchés l'année dernière. Sur 10 000 contenus postés, 23 à 27 sont considérés comme violents ». Le dirigeant français explique qu'au cours des six derniers mois de 2018, « 1,5 milliard de faux comptes, de fausses pages ont été supprimés ».

Facebook va payer davantage d'impôts en France

En outre, Laurent Solly a aussi abordé le ciblage publicitaire, expliquant que « la transparence est totale ». L'utilisateur peut, « en trois clics », savoir pourquoi il a été ciblé par une publicité. Et de rappeler qu'il peut aussi « piloter un gestionnaire des préférences publicitaires », c'est-à-dire choisir les marques qu'il veut voir, ou pas, dans son fil d'actualité.

Enfin, l'entreprise créée par Mark Zuckerberg est souvent accusée de ne pas payer assez d'impôts en France. La taxe Gafa de Bruno Le Maire doit corriger le tir, mais selon les déclarations du patron de Facebook France, Laurent Solly, l'entreprise avait déjà l'intention de revoir sa feuille d'impôt. Et il l'annonce donc dans le quotidien : Facebook va payer davantage d'impôts en France.